

Citoyenneté et urbanité

<i>Introduction</i>	281
1. Cadre référentiel et dimension humaine.....	281
2. Le degré zéro de l'urbanité.....	282
3. L'ampleur du double défi.....	283
4. Le retour à l'essentiel.....	284

SAÏD MOULINE

279

Introduction

L'objectif de cette présentation, intitulée « Citoyenneté et Urbanité » est de tenter de partager quelques réflexions et plus particulièrement des doutes au plan méthodologique.

Partager des doutes sur des questions dont les conséquences risquent de reconduire les mêmes erreurs d'appréciation, d'analyse, dans la compréhension des pratiques opérationnelles étatiques qui ont justement mené à la situation chaotique, aux dysfonctionnements et aux remèdes inappropriés que nous observons aujourd'hui dans le domaine de la répartition spatiale, de l'évolution et des modes de production du cadre de vie. Chaos et dysfonctionnements qu'ont largement développés et étayés, dans leurs communications, les autres contributeurs.

S'il semble que la délimitation du Périmètre du thème relatif à l'« Accès aux services de base et aux considérations spatiales » ainsi que les produits attendus présentent une certaine cohérence, affinée progressivement au fur et à mesure de nos rencontres et de nos échanges. Il n'en demeure pas moins vrai que certains aspects du développement « humain », malgré les précautions prises lors de la rédaction ou celles ayant caractérisé les présentations orales, restent à peine effleurés, parce qu'ils sont difficiles à saisir. Il est vrai que l'on n'appréhende pas aussi facilement une « identité », « une mémoire », des « valeurs », « une solidarité collective locale, régionale ou nationale », « un sentiment d'exclusion » ou « un sentiment d'appartenance à un quartier, à une cité, à un pays ou à une patrie » comme on le ferait pour un réseau routier, pour des trames d'assainissement, pour des modes de circulation et de transport, etc.

1. Cadre référentiel et dimension humaine

Mais il n'empêche que ces sentiments, ces attitudes, ces besoins font partie intégrante du développement humain et que l'on ne pourra plus, de mon point de vue, les traiter comme catégorie à part ou comme des éléments non prioritaires eu égard aux accès aux services de base. J'ai, personnellement la ferme conviction que cette dimension humaine est aussi importante pour mieux définir et mieux comprendre tant les accès aux services de base, que les considérations spatiales dans toutes leurs ramifications.

Ainsi, concernant « l'accès aux services de base et les considérations spatiales », la nécessité d'intégrer la dimension humaine dans la formulation même des problématiques me semble indispensable. Ce qui implique l'intégration effective de cette dimension humaine, non comme un luxe en aval lorsque les « besoins naturels » semblent satisfaits, mais l'intégration de cette dimension humaine en amont, car son éclairage et ses implications sont capitaux pour définir tant les besoins, que leurs modes de satisfaction, selon des modalités sociales et culturelles appropriées.

Cela nous amènera probablement, chacun selon le thème traité, à intégrer en terme d'attitude et de spatialité, son approche compte tenu du canevas de travail patiemment élaboré jusqu'ici. Cela est, d'une part, explicitement défini dans le référentiel dans le cadre duquel le Rapport à établir trouve sa source. D'autre

part, il est difficile d'imaginer à l'autre bout de la chaîne des perspectives à l'horizon 2025 sans que transparaissent, de manière ordonnée, ce qui relève de la dimension humaine, des valeurs culturelles et identitaires inscrites dans un processus en évolution permanente dans lequel, justement, ces valeurs ont un sens.

Permettez-moi de revenir sur ces deux points, le cadre référentiel et l'inscription de la dimension humaine dans l'espace et dans le temps, pour mieux exprimer ma pensée :

a. Concernant le cadre référentiel, c'est le Discours du Souverain du 20 août 2003, dans lequel de nombreux passages font fortement émerger le rapport à la patrie et au territoire : « les valeurs du patriotisme », la transmission de « l'amour de la patrie », la traduction « du nationalisme en citoyenneté », la construction d'une « société solidaire », celle « d'une renaissance culturelle (...) respectueuse de l'identité marocaine », de même que la nécessité de donner aux jeunes « une éducation civique et éthique », etc. Ces valeurs, et bien d'autres de même nature, sont éminemment soulignées par le Souverain qui invite à « évaluer les étapes franchies par notre pays, durant un demi-siècle, en matière de développement humain ».

b. Concernant la dimension humaine dans l'espace et dans le temps, nous savons que la sociologie urbaine ou plus généralement « spatiale », relative au cadre de vie, est, à vrai dire, à ses balbutiements. La partie la plus importante de la production universitaire et intellectuelle dans ce domaine, porte justement sur tout ce qui, dans l'ordre de l'humain, peut être ramené à du mesurable et à du quantifiable. D'où, les ratios, les densités d'occupation, les quotas et toute une réglementation sur les modes de construction, sur les surfaces minimales, sur les hauteurs minimales, etc.

On ne trouve, malheureusement, que peu d'étude de la sociologie de l'espace humanisé, c'est-à-dire des études sur la perception, l'usage et la représentation de l'espace social, du cadre de vie.

2. Le degré zéro de l'urbanité

On pourrait croire qu'il s'agit là d'un débat d'universitaires, mais, malheureusement, les milliers de projets réalisés, selon des concepts implicites inadéquats (qui justement n'ont pas clarifié cette sociologie de l'espace humanisé), sont là pour montrer les retombées opérationnelles multiples de l'indigence intellectuelle qui caractérise la conception, la planification et la réalisation des établissements humains. Les exemples vont de nos lotissements « modèles » dans lesquels l'habitat domestique, en immeubles, est regroupé autour du fameux complexe socio-culturel, « mosquée-hammam-souq », en passant par les « ordonnancements architecturaux » qui n'ont cessé de défigurer les spécificités locales et continuent à le faire, jusqu'aux « plans-types », qui standardisent, du nord au sud et de l'est à l'ouest, habitats et habitus et finissent, à terme, à faire prendre la norme technique, pour la normalité sociale ; chaque catégorie socio-économique ayant accès à un type d'habitat qui lui correspond. Une autre conséquence est celle qui consiste, carrément, à réduire l'urbain à l'habitat domestique et l'habitat à des catégories de plans-types dans les milieux formels ou informels de la production de logement.

Avec de telles réductions, c'est comme si nous avions atteint, durant le dernier cinquantenaire, le degré zéro de l'urbanité et de l'architecture. Autrement dit le degré zéro de la spatialisation d'êtres humains, de citadins et même de ruraux. Ce qui repose ici la question d'une modernité endogène de l'urbanisme et de l'architecture au Maroc. Autrement dit, la question du patrimoine (et partant de la patrie, de l'identité et de la mémoire) et de son actualisation en réponse à des besoins contemporains et futurs. C'est bien de développement humain qu'il s'agit.

Liés à cette régression, l'on trouve les goûts et modèles d'une période pas si lointaine qui a donné, entre autres, les préfectures de Casablanca qui, en matière d'espace-temps et de repère néo-colonial, sont un

bond de plusieurs décennies en arrière. De même que bien d'autres chefs-d'œuvre du mauvais goût qu'il n'est pas de mon propos de citer ici.

En effet, les exemples peuvent être multipliés à foison ; l'essentiel est de retenir qu'en matière d'établissements humains (et plus particulièrement ceux relatifs à des services de base : logement, école, dispensaire, commerce, etc), aucune analyse du monde rural, du monde urbain ou du cadre bâti en montagne n'a été initiée et qu'en fait, aucune recherche n'a eu lieu (à part la trop brève parenthèse du Centre d'Etude, de Recherche et de Formation, CERF, dans les années 1970). Ceci à un moment historique particulièrement important ; moment historique capital dans la mesure où le taux urbain, qui était de l'ordre de huit pour cent en 1900, est passé à plus de cinquante pour cent en l'an 2000 et sera de l'ordre de soixante quinze pour cent en 2025.

3. L'ampleur du double défi

Comme vous le savez, au-delà du cadre physique qui le constitue, l'espace humanisé est porteur et témoin d'autre chose que de sa simple matérialité. Il est siège et repère de relations plurielles, de témoignages historiques, sociaux, émotionnels, etc. Il est témoignage d'urbanité et vecteur de pratiques et de valeurs culturelles qui s'y archivent et s'y sédimentent d'une certaine façon dans le temps. Il est porteur et vecteur d'un esprit qui l'habite et qu'il transmet de génération en génération.

Certains peuvent considérer que le problème de l'identité du cadre de vie est un problème secondaire, ou en tout cas de moindre urgence. Que dans l'immédiat, il est nécessaire de répondre aux exigences minimales de ceux qui se trouvent dans une situation de grande précarité ; c'est-à-dire ceux qui se trouvent dans l'impossibilité de subvenir aux besoins fondamentaux liés à la survie même de l'individu et encore moins à son logement dans des conditions décentes.

Il est vrai que les problèmes d'une croissance urbaine non contrôlée sont tragiques. Mais quels que soient les chiffres que nous connaissons, depuis la première Conférence Mondiale sur les Etablissements Humains, qui s'est déroulée en 1976 à Vancouver, jusqu'à « Habitat II » ou « Sommet Mondial des Villes », tenu à Istanbul en 1996 ou encore au Sommet « Istanbul + 5 », tenu récemment à New York, l'on sait aujourd'hui que, depuis vingt cinq ans les solutions préconisées, les stratégies mises en œuvre n'ont pas été à la mesure des défis que constitue la croissance urbaine à l'échelle de la planète et que malgré bien des efforts, la compréhension des rapports humains à l'espace et à l'urbanité, reste le maillon faible de la réflexion sur l'espace humanisé et que les efforts de nombre de pays en voie de développement restent entravés par un manque de vision conceptuelle.

Il est, je crois, admis aujourd'hui que la formulation du problème sous l'angle quantitatif, bien que nécessaire, n'est pas suffisante. D'une part, parce qu'elle réduit les réalités humaines à des données biologiques, à des grandeurs mesurables et quantifiables, au détriment des valeurs et pratiques culturelles. D'autre part, parce qu'il faudrait, parallèlement à la multitude des efforts déployés, imaginer d'autres façons de formuler un problème dont les causes ne sont pas spécifiquement spatiales.

Autrement dit, parallèlement à la multitude des efforts à déployer pour produire des établissements viables dans un monde de plus en plus urbanisé et au sein duquel la croissance urbaine n'est, de fait, plus vraiment contrôlable, il faudrait, par ailleurs, imaginer et concevoir d'autres façons de formuler des problèmes dont les causes ne sont pas spécifiquement urbaines. En effet, les inégalités ne sont pas des données spatiales. Le bien-être ou le mal-être ne sont pas des données spatiales. Le sentiment d'appartenance ou d'exclusion sociale n'est pas une donnée spatiale. Mais si l'injustice, les inégalités, le bien-être et le mal-être, l'appartenance ou l'exclusion, etc., ne sont pas des données spécifiquement spatiales, ce sont cependant des réalités

humaines et culturelles dont les manifestations se concrétisent et se matérialisent dans l'espace et affectent le cadre de vie – qu'il soit urbain ou rural -. Elles se concrétisent dans des quartiers, dans des villes avec ampleur et violence, accentuant un déchirement social qui ne cesse de se manifester spatialement sous des formes multiples et diversifiées. Que l'on pense aux enfants des rues qui, au Guatemala par exemple, sont devenus le gibier d'escadrons du « nettoyage social » qui procèdent à des massacres nocturnes en toute impunité. Que l'on pense aux milliers de voitures brûlées par an, dans bien des villes européennes, par les jeunes désœuvrés des quartiers dits « difficiles » qui animent ainsi leurs week-ends. Que l'on pense qu'à quelques kilomètres d'ici, à Douar Laqhaoui, des centaines d'enfants naissent, survivent et meurent dans la décharge publique de Akreuch, lieu de subsistance et de résidence de plus d'un millier de foyers dans un espace où s'écoulent à ciel ouvert des rigoles de matières toxiques tel le lexiviat qui termine sa course dans le Bouregreg.

4. Le retour à l'essentiel

Toutes ces réalités dont les manifestations se vivent, se sentent, se ressentent ou engendrent la mal vie, la détresse et l'exclusion dans des univers urbains sans liens, de plus en plus éclatés, de plus en plus fragmentés, ne permettent plus de constituer des cadres de vie adaptés à une coexistence communautaire. Justement, pour éviter les clichés et les sempiternelles fausses certitudes, peut-être faut-il revenir à l'essentiel. Non pas à la réduction de l'être humain à des grandeurs mesurables et quantifiables, non pas à des politiques d'urbanisation restrictives, qui reposent trop souvent sur des conceptions technicistes et mercantiles, qui réduisent les habitants à des ratios de densité à l'hectare ou à des coefficients d'occupation des sols. Revenir à l'essentiel, c'est donner statut à un ensemble de coutumes et de comportements, d'attitudes et de sentiments d'appartenance communautaire.

De telles situations nécessitent, me semble-t-il, des politiques fondées sur des visions, des politiques concertées qui permettent de comprendre ce qu'est un cadre de vie, ce qu'est un lieu d'urbanité. Lieu d'urbanité, dont la caractéristique majeure est d'être un espace social de partage d'identité et d'émotion pour un développement humain qui prend en considération également la culture, le loisir et tout ce qui contribue à la convivialité et à la solidarité, dont l'importance a été bien soulignée dans l'allocution introductive de Monsieur le Président de cette Journée d'étude et de réflexion.